

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 24 JANVIER 1979 - N°838

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Un responsable palestinien assassiné à Beyrouth

Ali Hassan Salameh, un des responsables militaires de la résistance palestinienne a été assassiné à Beyrouth lundi. Une voiture piégée a été utilisée par les assassins ; plusieurs personnes ont été tuées par l'explosion.

L'agence palestinienne Wafa a accusé lundi «les services secrets israéliens et leurs alliés» d'être responsables de cet assassinat.

Cet attentat a lieu au moment où les bombardements sionistes redoublent au Sud-Liban.

Lire en page 1

Les travailleurs de la SNAV à l'offensive

Blocage d'une gare, manifestation en ville, création d'affichettes, collectes, mise en place de commissions... les travailleurs de la SNAV prennent toutes sortes d'initiatives dans l'usine qu'ils occupent contre les licenciements.

La menace pèse maintenant d'une possible intervention policière. Contre ce danger, une large mobilisation des travailleurs de la région a commencé.

Lire en page 8

Sidérurgie : l'intersyndicale pour l'inaction

Messmer, sortant de chez Giscard, a annoncé hier sur les marches de l'Elysée, la création de 20 000 emplois en Lorraine. Déclaration immédiatement contredite par des mises au point de plusieurs ministres. Bref, cette nouvelle opération «poudre-aux-yeux», si elle sème la confusion dans les cabinets, provoque la colère des sidérurgistes.

Hélas, de la réunion de l'Intersyndicale lundi, (pourtant annoncée comme importante), rien n'est ressorti, si ce n'est un appel à peine déguisé au calme.

Lire en page 8

Arrivée d'un cargo chargé de déchets radioactifs

COLERE ANTI-NUCLEAIRE A CHERBOURG

Plusieurs milliers de manifestants affrontent un dispositif policier impressionnant jusqu'à 23 heures
Lundi soir, plusieurs blessés



Depuis un mois, on ne disposait que de vagues informations au sujet du cargo anglais *Pacific-Fisher* et de sa cargaison de déchets radioactifs en provenance du Japon et à destination de la Hague.

Puis, dimanche, un déploiement policier impressionnant couvrait tous les accès au port de Cherbourg. Trois escadrons de mobiles et de CRS équipés de canons à eau prenaient position. A six heures du matin lundi, les flics disposaient des chevaux de frise autour du port pour en interdire l'accès.

Toute la journée de lundi, une mobilisation importante se faisait sur la ville, à l'appel de plusieurs organisations. La CFDT lançait un appel à débrayer alors que la CGT préférait s'abstenir. L'après-midi vers 16 h 30 lorsque le *Pacific-Fisher* accosta au quai de France, plusieurs milliers de manifestants traversaient la ville et se dirigeaient vers le port avec l'intention d'empêcher le déchargement. Le cortège grossissait en route et c'est plus de 5 000 personnes qui se heurtaient aux barrages policiers. Presque aussitôt, les grenades lacrymogènes pleuvaient sur les manifestants qui ripostaient à coups de pierres et de projectiles divers. La voiture sonne ne parvint à éloigner que quelques militants, la grosse masse des manifestants continuant de riposter aux violences des flics. Les affrontements ont duré jusqu'à 23 heures lundi.

A la mitrailleuse et au mortier dans les rues de Bangui

BOKASSA FAIT TIRER DANS LA FOULE

Des dizaines de tués.
L'armée de Mobutu au secours du dictateur centrafricain

Lire en page 5

Lire en page 2

Le Pacific-Fisher accoste

LES CHERBOURGEOIS REFUSENT QUE LEUR REGION SOIT LA POUCELLE ATOMIQUE

Lundi, au petit matin, les Cherbourgeois se réveillaient dans une ville investie par les flics, plusieurs centaines de gardes mobiles, de CRS, mais aussi de vigiles avec des chiens, qui prenaient plus particulièrement position à l'enceinte de la gare maritime. Ils avaient beau tenter d'être discrets, les Cherbourgeois n'ont pas mis longtemps à comprendre le sens de ce déploiement de force. C'est qu'ils l'attendaient ce cargo britannique, le *Pacific Fisher*, chargé de déchets radioactifs japonais ! et depuis un mois ! Mais si la population du Nord-Cotentin attendait impatiemment ce cargo, au nom qui ne laissait pas présager d'un accueil aussi hostile à son encontre, c'était pour refuser ses containers de béton et leurs 13,5 tonnes de matières radioactives. Dès l'annonce de cette livraison pour le centre de retraitement de La Hague, dix huit organisations politiques, où le PCF brille par son absence, préparaient la mobilisation, en faisant de larges campagnes d'information et de sensibilisation, campagnes qui démarraient le jour où l'on apprenait l'appareillage britannique des ports japonais, à la mi-novembre.

Comment la population cherbourgeoise pourrait-elle accepter ces 13,5 tonnes de déchets nucléaires, première livraison d'un contrat avec le Japon qui porte sur 1 600 tonnes, (sans compter les contrats avec la Suède, l'Allemagne...) alors que les stocks s'accumulent sur l'aire de la Saline, où les containers ont tout le temps de se fissurer et de diffuser leurs radiations alentour, à petites doses, certes, mais cumulées à celles dispensées par le centre de La Hague à ses travailleurs mais aussi à l'environnement ? Comment supporter ce climat d'insécurité qui plane sur la région après que deux accidents consécutifs à La Hague, au début novembre, aient mis en évidence l'irresponsabilité du pouvoir et de la Cogema, (filiale privée du CEA) incapables de tenir leurs engagements dans le retraitement des déchets français, qui eux aussi s'accumulent, prenant de plus le risque d'en importer, réléguant à l'arrière plan la sécurité au profit du bénéfice financier qu'ils peuvent tirer de telles opérations.

Après les accidents de novembre où trois travailleurs étaient contaminés et sept autres atteints de façon secondaire et où l'environnement était aspergé des poussières du filtre principal qui volent en l'air, la direction du centre avait trouvé des lampistes pour leur faire endosser la responsabilité, avant même de connaître les conclusions de l'enquête ; alors que la CFDT de la Hague ne cesse depuis 1977 d'ex-

● Il était attendu depuis près de deux mois, le *Pacific-Fisher* et son chargement indésirable de combustibles nucléaires irradiés, et la population de Cherbourg lui réservait un accueil approprié, où la colère cédait le pas aux traditions hospitalières. Et il y a de quoi ; car ces déchets demeurent une menace pour sa sécurité, deux mois après un

ger un arrêt de six mois immédiatement pour entreprendre des réparations et «mettre l'usine dans des conditions de travail à peu près correctes avant d'entreprendre le traitement des combustibles UNGG (graphite gaz) stockés». D'autant que la Hague accueille maintenant des déchets BWR et PWR (tels que ceux livrés par le Japon), qui nécessitent un traitement plus élaboré, un domaine où le centre est encore inexpérimenté. A preuve, depuis le 19 décembre, où démarre la campagne de retraitement des déchets mentionnés ci-dessus, l'atelier chargé de cette tâche est pratiquement tous les jours en panne, pour des raisons diverses, mais plus particulièrement pour des ennuis mécaniques, notamment dans l'opération de cisailage, comme nous le rapporte un responsable CFDT de l'usine, qui nous affirme que seule une tonne à 1,2 tonnes a pu être traitée. «On est très loin du compte» conclut-il.

C'est dans ce contexte que la population s'est préparée deux mois durant à recevoir le *Pacific Fisher*. Dans un premier temps, il était attendu pour les fêtes de fin d'année 1978 ; où le pouvoir semblait pouvoir profiter de la «trêve des confiseurs» pour tenter d'échapper à la colère des Cherbourgeois. Mais dans des circonstances encore mal définies, l'un des membres d'équipage du cargo britannique décidait, et contraignait le navire à faire route vers l'Angleterre. Cette opération permettait en outre de décharger une partie de la cargaison : 54 tonnes qui doivent, elles, être retraitées par la centrale de Windscale, aussi peu sûre d'ailleurs que sa sœur française, puisqu'elle a aussi connu de graves ennuis.

Bien qu'ils s'attendaient à ce que le pouvoir fasse tout pour protéger la machine détestée, les Cherbourgeois ne s'attendaient pas à découvrir une ville en état de siège. C'est pourtant bien la surprise qu'ils auront eue en ce lundi matin, et qui causa parmi eux une grande émotion. Des centaines de CRS, de gardes mobiles, de vigiles avec des chiens, arrivés le dimanche soir dans la ville discrètement, prenaient position à proximité du port, où ils dressèrent des chevaux de frise, des barbelés. Il n'y avait pas besoin de sortir de Polytechnique pour comprendre que tous ces flics n'étaient là que pour assurer la protection du *Pacific Fisher*.

Aussi, dans cette atmosphère tendue, où la popu-

lation était sur le «qui-vive», la moindre alerte pouvait déclencher la riposte.

Une fausse nouvelle circulait lundi matin, et aussitôt des militants CFDT débrayaient, conformément au mot d'ordre de leur centrale, en cas d'arrivée du cargo. Des débrayages avaient lieu aussi dans quelques entreprises, et dans les collèges et lycées. Mais il fallait se rendre à l'évidence, le cargo n'était pas encore en vue. Par contre, les flics s'étaient, discrètement, quadrillant la zone portuaire et certains quartiers de la ville.

Toute la ville était suspendue à l'arrivée du cargo. Enfin, vers 16 h 30, il est annoncé. Il fait son entrée dans le port tiré par des remorqueurs de la marine nationale. Etant donné

l'heure avancée, le mot d'ordre de grève de la CFDT n'est pas lancé. Une manifestation à l'appel des dix-huit organisations signataires de la plate-forme à propos des déchets irradiés est lancée pour lundi soir 18 heures. Mais les objectifs de cette manifestation ne sont pas clairement définis. Manifestation de protestation ou manifestation visant à empêcher le déchargement, comme il devait être prévu initialement ? Le doute est entretenu... Toujours est-il que plus de 5 000 personnes (7 000 selon certaines sources) se rassemblent à l'heure dite aux abords de l'Hôtel de ville, et se forment en cortège, avec les responsables des organisations en tête, se dirigeant vers le port. Malgré la pluie qui tombe,

l'ardeur des Cherbourgeois n'est pas éteinte. L'allure est déterminée, et les chevaux de frise ne semblent être qu'un vain obstacle : les manifestants commentent à s'en emparer, lorsque les flics tirent des jets de grenades lacrymogènes, et tentent de couper la manifestation en isolant la tête du cortège. Les jets se sont plus fournis, et bientôt claquent les premières grenades offensives et leurs déflagrations si caractéristiques. Des manifestants répondent avec les projectiles qu'ils trouvent... Mais impossible de passer. Alors quelques centaines d'entre eux se dirigent vers la voie de chemin de fer toute proche, où doit passer la cargaison. Des poteaux de clôture en ciment sont arrachés, et entassés sur plus de deux cents

mètres de voie ferrée. Mais après deux heures de manifestation, les organisations appellent à la dispersion. Le doute et le manque d'objectif défini aidant, les manifestants commencent à se disperser. Pourtant 1 500 d'entre eux resteront sur place, où les projectiles policiers continuent d'affluer... Puis les flics tentent de disperser les récalcitrants, au moment où le déchargement était en voie d'achèvement... Les derniers groupes se disloquent sous la poursuite des flics... Une ambulance passe.

Vers 21 heures, les organisations se retrouvent à la maison des syndicats, la mobilisation est jugée positive car on souligne qu'un tel nombre de manifestants pour une manifestation appelée localement ne s'était jamais vu. Des actions sont envisagées pour mardi, au cas où le convoi n'aurait pas quitté dans la nuit la gare maritime...

Pierre CHÂTEL

Le contrat japonais

Le Japon est devenu depuis 1978 la deuxième puissance nucléaire mondiale avec 9 652 mégawatts installés, devant la Grande-Bretagne (8 840 MGW). Avec un tel programme, le Japon avait estimé nécessaire de s'équiper d'un centre de retraitement des combustibles irradiés à Tokai Mura. En 1977, la commission mixte (Japon-USA) de contrôle du centre autorise des essais «à chaud» avec pour objectif le traitement de 99 tonnes en deux ans. 19 tonnes de déchets issus de réacteurs BWR ont été traités jusqu'au 24 août 1978 : à cette date des analyses révèlent un taux de radioactivité supérieur 10 000 fois au taux maximal admis.

Les causes de l'accident sont mal connues. Une enquête est ouverte, dont le résultat n'est toujours pas donné. Entre temps, 13 travailleurs ont été contaminés, dont certains au plutonium...

Le Japon a passé des contrats de retraitement de combustibles irradiés pour l'équivalent de 1 600 tonnes avec la COGEMA. C'est le 1^{er} novembre que le *Pacific Fisher* quittait Okuma-Port, transportant 67 tonnes de combustibles irradiés, dont 13,4 tonnes

pour la Hague et 54 tonnes pour Windscale, l'usine britannique de retraitement.

Ces 67 tonnes sont réparties ainsi :

- 13,4 tonnes de Takahama (Kansai Electric Power Company)
- 24 tonnes de la Tokio Electric Power
- 30 tonnes de la Japan Atomic Power Company (Fukushima n°1).

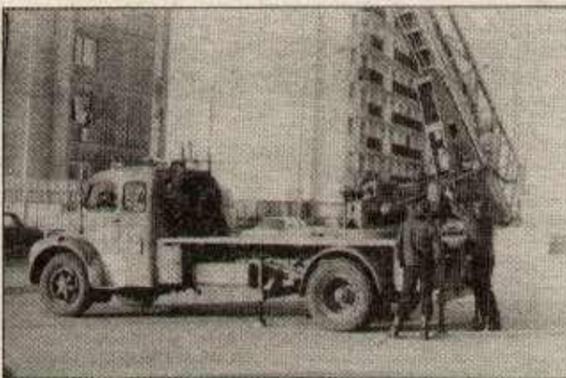
Le Japon construit un réacteur surgénérateur «Joyo» ; il cherche à acquérir du plutonium auprès des pays européens, Angleterre et France par l'intermédiaire de Windscale et de la Hague.

L'Allemagne de l'Ouest ne possède pas d'usine de retraitement, mais uniquement un projet (prévu à Gorleben) ; elle construit à Kalkar son surgénérateur et fait retraiter ses combustibles irradiés à La Hague (contrat de 1 600 tonnes).

La COGEMA pourrait revendre le plutonium obtenu à des tarifs variant selon les estimations de 3 000 le kilo (chiffre fourni par EDF) à 6 500 F (chiffre fourni par les Etats-Unis). Des affaires en perspective !

● Les pompiers toujours en grève nationale A Grenoble, ils portent plainte...

Les pompiers CGT de Grenoble ont porté plainte auprès du procureur de la République «pour entrave au service public». Le 12 janvier, en effet, un véhicule de pompiers qui se rendait sur les lieux d'un accident de la route, avait été bloqué par la police : Le Premier ministre devait aller au château de Sassenage pour le colloque «Rhône-Alpes 2 000» et surtout... le véhicule des pompiers portait l'inscription suspecte : «Sapeurs pompiers en grève».



● Centre de tri de Limoges : les flics toujours dans le centre la grève continue

Vendredi matin, les flics évacuaient les grévistes du centre de tri de Limoges, en grève quasi-unanime depuis onze jours. Depuis, les flics sont toujours dans l'usine, avec quelques cadres. Mais aucun gréviste n'a repris le travail.

Quand on téléphone, au centre de tri, pour demander les syndicats, c'est la panique... «où sont les numéros ? On les a pourtant découverts... Jean-Claude est-ce que tu sais où sont les numéros des syndicats ?». Visiblement, ce ne sont pas des postiers qui sont au bout du fil...

Pour l'heure, la mobilisation continue, avec les deux assemblées générales chaque jour. Les revendications sont claires : le chef de centre doit mettre un terme à ses agissements à l'égard du personnel, la direction revenir sur le déplacement vexatoire d'un agent. En outre, les grévistes exigent le rétablissement de la pause pour les brigades de l'après midi, le rétablissement du service de restauration, le maintien de tout le personnel auxiliaire...

◀ A la caserne de Cusset (Lyon), lors de la journée «portes ouvertes» du 14 janvier : la mise en place de la grande échelle.

LA «VIOLENCE» : UNE CAMPAGNE BIEN ORCHESTRÉE

Depuis quelques jours, se déroule dans une certaine presse une campagne virulente sur la sécurité. La sécurité serait plus menacée que

LA «VIOLENCE»

Suite à l'action d'un commando gare Saint-Lazare, la presse se déchaîne pour parler d'une vague d'insécurité qui menacerait d'emporter toute trace de vie civilisée. Giscard lui-même se croit obligé de donner son opinion sur l'affaire, parlant de symptômes de «décomposition sociale» et on annonce que ledit Giscard va visiter jeudi une école de police... Chirac, faisant sa rentrée politique à la télévision, consacre son seul propos politique à cette affaire pour exiger, lui aussi, des moyens pour la «sécurité»; et de relancer sa vieille idée de l'ilotage (l'affectation de policiers dans les quartiers et les blocs d'immeubles).

Au même moment, et comme par hasard, les syndicats de police convoquent une manifestation samedi dernier, ainsi que ce lundi. Leur thème : la sécurité des policiers n'est pas assurée, il faut recruter et accroître les crédits de fonctionnement. Mais voilà, il y a un hic dans ce raisonnement : les statistiques même du ministère de l'Intérieur ne confirment pas cette montée de la violence dont on fait si grand cas.

MONTEE DE LA DELINQUANCE ?

Il y a eu en 1978 sept policiers ou gendarmes tués lors d'opérations de police ; il y en avait eu 8 en 1977 et 10 en 1976. Rien n'étaye donc cette affirmation selon laquelle on assisterait à un déferlement de violence. Le ministre de l'Intérieur lui-même devait reconnaître, dimanche soir sur Europe 1, que la délinquance et la criminalité n'avaient pas augmenté sensiblement en 1978 par

rapport à l'année précédente. Donc, peu de faits sur lesquels s'appuyer pour mener la campagne actuelle sur le renforcement des effectifs du quadrillage policier. Mais, en tout cas, une volonté politique évidente dans l'exploitation qui en est faite. Si le fait en lui-même — l'action gare Saint-Lazare — n'a pas des origines bien claires (provocation ou action bien exploitée par les me-

jamais, et sur des appels à renforcer les effectifs de police. Ou en est-il réellement de cette «insécurité» dont on nous rebat les oreilles ?

renforcement promis des effectifs de police. C'est seulement en petit que l'on peut lire cette information qui, elle, est véridique : «Christian Bonnet a indiqué que la progression de la délinquance en France s'était ralentie en 1978 par rapport à l'année précédente».

Du côté de la gauche, on n'est pas en reste. Au Club de la presse, c'est Estier qui interpellait Bon-

qui ont leur source ailleurs, dans l'approfondissement de la crise globale de cette société. Par contre, on peut être certain de l'utilisation qui sera faite des flics détachés des tâches administratives pour se consacrer à la «sécurité». L'utilisation systématique de la police contre les occupations d'usines montre assez clairement dans quel sens on veut aller en haut lieu.



«Les casseurs»

diar) l'utilisation qui en est faite est éloquent. Le rapprochement avec les manifestations des flics est immédiatement établi, pour justifier les revendications de ces «syndicalistes». Par exemple, le Figaro de lundi fait la moitié de sa une sur «la sécurité en priorité»; en dessous deux papiers : un sur le procès des autonomes («quatre casseurs qui prônent la violence») et un second intitulé : «Christian Bonnet promet aux Parisiens une unité mobile d'intervention par arrondissement». Voilà, la boucle est bouclée : les «casseurs» exhibés en gros titre, pour faire admettre le

net pour se plaindre de la grande misère de la police. L'Humanité rend compte avec sympathie de la manifestation policière pour critiquer le gouvernement qui «n'a rien dit qui réponde à l'inquiétude, à la colère des policiers devant un climat de violence qui s'exerce aux dépens des citoyens et aux leurs, et contre la montée duquel le pouvoir ne fait strictement rien».

DES BUTS INAVOUES

On n'a jamais vu une augmentation des effectifs de police enrayer la criminalité et la délinquance,

Il est au moins une chose qui mérite d'être retenue dans les propos visant à faire croire à l'extension de la violence : dans les régions où menace un chômage massif, comme à Longwy ou dans le Nord, l'idée d'utiliser la violence est débattue dans la classe ouvrière. Pas sous la forme de bris de vitrines ; mais la question est posée de l'emploi d'une violence de masse pour riposter aux attaques du patronat contre l'emploi. C'est contre cette violence potentielle que s'arment les mercenaires de la bourgeoisie.

François NOLET

Préparation du congrès du PS

TOUTES LES TENDANCES POUR L'UNITE

Les petites phrases et autres commentaires autorisés se poursuivent au sein du PS. Chacune des deux grandes tendances de la majorité semble vouloir se présenter comme plus unitaire que l'autre. Mitterrand a lancé dimanche un appel à l'unité de son parti, qui en a bien besoin.

La manœuvre consiste à s'adresser aux militants désorientés par la multiplication des contributions, pour se présenter comme l'indispensable rassembleur. Sentant peut-être le

vent tourner, il vient même de déclarer : «Je suis prêt à faire une déclaration par laquelle je renoncerais à être candidat aux présidentielles si cela devait sauver l'unité du parti». Sans doute pour préserver, dans l'immédiat, sa place de Premier secrétaire. Dans le même ordre d'idées, il a critiqué «les médias, agents du pouvoir, s'emparant des moindres mots et expliquant les états d'âmes». Ce qui constitue une critique implicite à Rocard qui, pour sa part, a toujours défendu

l'idée que les débats internes au PS devaient se passer sur la place publique. Il est vrai qu'il a à gagner à ce jeu, vu sa meilleure cote dans l'opinion publique que celle de Mitterrand.

Symétriquement, on apprend que les fédérations du Nord et du Pas-de-Calais, généralement considérées comme sûres pour Mauroy, lancent un appel à l'unité de leur parti. Les dirigeants des deux fédérations se sont prononcés pour une «synthèse», en-

tendez un compromis, entre les deux tendances principales de la majorité. Cette position avait déjà été professée par Mauroy, qui semble ne pouvoir garder le contrôle de ces deux fédérations qu'à condition de manier le langage le plus unitaire possible. Nécessaire réconciliation avec Mitterrand ou manœuvre pour maintenir dans la mouvance de son courant des militants effrayés par l'ampleur des divisions du PS et craignant leurs répercussions sur son image de marque ?

● Débat de l'UEC à Nancy : l'URSS en accusation

La semaine dernière, l'UEC organisait à la faculté des lettres de Nancy un débat sur le livre *L'URSS et nous*. La préparation n'avait d'ailleurs mobilisé que les cadres de l'UEC, cette organisation ayant pris un aspect quelque peu fantomatique sur Nancy. Une centaine de personnes, en majorité des étudiants, assistaient au débat.

La discussion fut vive, et les orateurs ont été à maintes occasions mis en difficulté par les interventions de la salle.

Le débat était lancé par une intervention commune PCML-PCRml, portant sur la politique extérieure du social-impérialisme et sur la question : «Quelle classe a le pouvoir en URSS ?»

Dans la suite du débat, l'ensemble des interventions se situèrent sur ces terrains, avec une seule conclusion : «L'URSS, c'est le capitalisme».

La tribune tentera vainement de faire prévaloir ses thèses : l'URSS, c'est du socialisme, autoritaire, certes, mais du socialisme. Ce qui ne convaincra pas la demi-douzaine d'intervenants, tous membres du PCF, qui interviendront sur la question : «Qui a le pouvoir en URSS ?» en critiquant vigoureusement la dictature qui règne dans ce pays. Malgré la souplesse et l'art de louvoyer dont font preuve les auteurs de *L'URSS et nous*, ils ont été fort en peine de répondre aux interrogations de leurs militants, chez lesquels la fable de l'URSS socialiste passe de moins en moins bien.

D'après correspondance.

● MRG - satellite



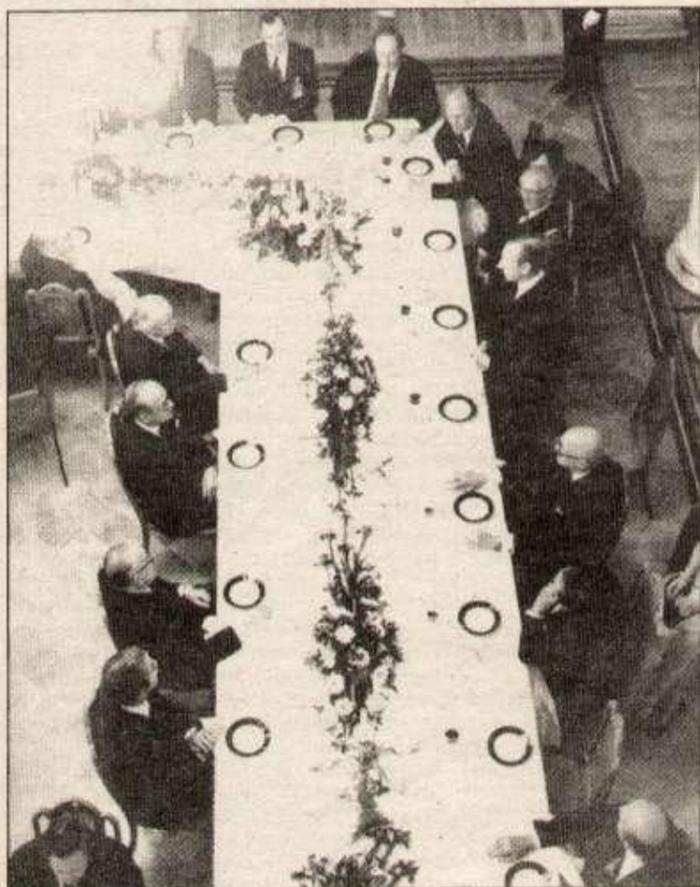
Le congrès du MRG a décidé d'attendre le congrès du PS pour savoir s'il présentait une liste aux élections européennes. Malgré cela, Michel Crépeau a déclaré que son parti «n'est plus le satellite du PS». Sur cette photo, Michel Crépeau en compagnie d'un satellite.

● Auxerre : manifestation de soutien aux grévistes de Pontigny

A l'appel des stagiaires du centre de reclassement professionnel pour handicapés de l'Abbaye de Pontigny, 200 personnes se retrouvaient pour manifester devant la préfecture de l'Yonne puis devant la DDASS contre l'intervention policière contre les grévistes du centre qui occupaient mardi dernier le bureau de la directrice de la DDASS, et contre les licenciements qui frappent quatre éducateurs du centre, seule solution envisagée pour l'instant par la direction parisienne du centre qui dépend de l'ADAPT. La manifestation combative s'est exprimée notamment pour la «Solidarité avec les handicapés» et s'est prononcée contre l'intervention des flics en scandant «A bas la répression policière». Suite à la manifestation, une réunion faisait le point de la lutte, et traçait des perspectives au mouvement. D'ores et déjà était décidée la création d'un comité de soutien, ouvert aux organisations et aux individus.

Téléphonez au Quotidien
636 73 76

L'Europe, point-clé de la rivalité URSS - USA



Le banquet d'Helsinki : URSS et USA étaient bien décidés à se servir les premiers.

Helsinki et le partage de l'Europe en zones d'influences

La Conférence d'Helsinki reste aujourd'hui le pivot des relations en Europe. Réunie en août 75 avec la participation de 35 chefs d'Etat (32 européens, l'URSS, les Etats-Unis et le Canada), la Conférence se séparait après avoir adopté l'Acte final, laborieusement élaboré dans les deux années précédentes. Il comprenait trois «corbeilles» :

- La première porte sur les questions relatives à la sécurité en Europe, affirmant l'inviolabilité des frontières en Europe et le caractère complémentaire des aspects politiques et militaires de la sécurité.
- La seconde prévoit le développement des relations économiques.
- La troisième portait sur les domaines «humanitaires». Des contradictions vives avaient opposé les Etats-Unis et l'URSS à propos des paragraphes portant sur les contacts entre les personnes et sur l'information.

Les accords américano-soviétiques qui se multipliaient depuis le début des années soixante constituaient la toile de fond et la condition essentielle de la réunion d'Helsinki. Or les accords SALT signés en 1972, les accords de non prolifération nucléaire, s'ils étaient présentés comme des gestes de paix, n'en étaient pas moins incapables, bien entendu de réduire la formidable progression des armements. Par contre ils avaient renforcé la suprématie soviéto-américaine dans les domaines nucléaires d'une part, et la dépendance très étroite des deux parties de l'Europe à l'égard des relations soviéto-US d'autre part. Après leur défaite en Indochine, les Etats-Unis renforçaient leur dispositif en Europe occidentale, tandis que l'URSS, après son intervention en Tchécoslovaquie, affirmait sa volonté d'y prendre pied.

DONNANT - DONNANT

Les ambitions contradictoires des USA et de l'URSS avaient été le fondement de l'Acte final d'Helsinki. L'URSS en faisant reconnaître l'intégrité territoriale des Etats existants, faisait consacrer le partage de l'Allemagne et sa tutelle sur la RDA. Les Soviétiques obtenaient un consentement tacite à leur affirmation

selon laquelle l'intervention en Tchécoslovaquie «n'était pas un exemple de recours à la force» et le droit implicite d'agir de même dans une situation similaire. Les Etats-Unis attendaient en échange de la reconnaissance de son empire à l'Est, que l'URSS accepte un statu-quo politique et militaire. Par ailleurs ils escomptaient que les deuxième et troisième corbeilles permettraient leur pénétration à l'Est et contribueraient à créer des brèches importantes dans l'empire russe.

LA ZONE NÉVRALGIQUE

Dans son fond la Conférence d'Helsinki constituait un cadre pour la rivalité soviéto-US, ne modifiant en rien les dispositifs militaires. La Conférence de Vienne sur la réduction mutuelle des forces, ouverte depuis 1973, n'avait abouti à aucun résultat et ne pouvait aboutir à aucune véritable mesure de désarmement en Europe, car elle se limitait aux seules forces de Centre Europe et excluait les forces nucléaires, laissant de côté le problème du déploiement des flottes. Mais elle consacrait d'une part le partage de l'Europe, et définissait d'autre part celle-ci comme la zone névralgique, à la fois pour les USA et pour l'URSS, des relations entre les superpuissances.

TROIS ANS DE «DETENTE»
TROIS ANS DE RIVALITE

Par Grégoire
CARRAT

● L'existence, sur le sol européen, d'un arsenal sans précédent dans l'histoire, la concentration de la plus grosse partie des forces militaires mondiales (la plus grande densité des effectifs militaires, la plus grande partie des charges nucléaires, les deux tiers des avions), le renforcement tout au long des années 1970 de la rivalité USA-URSS dominé par le déploiement accéléré de la puissance militaire soviétique en Europe. Voilà qui vide de tout contenu l'idée selon laquelle la politique de détente en Europe consacrée par la conférence d'Helsinki tenue en août 1975 signifierait pour le continent un espoir de paix. Cette illusion, entretenue à dessein par l'Union soviétique, est démentie par l'évolution de la situation depuis la conférence d'Helsinki : loin de se détendre, la situation en Europe s'aggrave.

Et ce n'est guère étonnant, puisque l'Europe est le point-clé de la rivalité américano-soviétique.

Brejnev : mainmise à l'Est,
pressions à l'Ouest

L'URSS faisait signer dès octobre 1975 à la République démocratique allemande (RDA) un traité, qui stipule notamment que les deux parties «se déclarent disposées à prendre les mesures nécessaires pour la protection et la défense des conquêtes historiques du socialisme, de la sécurité et de l'indépendance des deux pays». Un article semblable figurait dans le traité imposé à la Tchécoslovaquie après l'invasion de 1968. L'intention en est évidente : légitimer, le cas échéant, une éventuelle intervention soviétique en RDA. Par ailleurs le traité plaçait dans une dépendance encore plus étroite les troupes est-allemandes en prévoyant que, «au cas où une des deux parties serait l'objet d'une attaque armée de la part d'un Etat ou d'un groupe d'Etats quelconques», l'autre partie «lui accorderait sans délai toute assistance, y compris militaire».

Après avoir renforcé sa domination sur l'Allemagne de l'Est, l'URSS a entrepris de renforcer le Pacte de Varsovie. Les troupes soviétiques stationnées en Europe passaient de 500 000 à 600 000 au cours

de l'année 1976. En novembre la réunion du Conseil politique consultatif du Pacte de Varsovie (instance suprême de l'alliance, composée des secrétaires généraux des partis, des chefs de gouvernement, des ministres des Affaires étrangères et de la Défense des pays membres) entérinait la demande soviétique de création d'un secrétariat unifié et d'un conseil des ministres des Affaires étrangères. La coordination et le contrôle par l'URSS des politiques étrangères des pays membres en étaient ainsi accrus. En novembre 1978 Brejnev fut cependant mis en échec par le refus roumain d'augmenter les dépenses militaires. Il ne put non plus obtenir du comité politique une déclaration de soutien à l'agression vietnamienne contre le Cambodge. Cependant, la Bulgarie et la RDA en premier appliquaient les mesures de renforcement militaire, tandis que tous les pays membres du Pacte de Varsovie, à l'exception de la Roumanie, emboîtaient le pas à l'agression vietnamienne. En renforçant sa domination sur l'Europe de l'Est et en renforçant l'alliance militaire de l'Est, Brej-

nev montrait lui-même quel crédit il faut accorder à ses phrases sur son désir que soient dissous les deux blocs militaires.

Ayant renforcé son emprise sur l'Europe de l'Est, Brejnev a multiplié pressions et interventions dans les affaires intérieures des pays ouest-européens. Ainsi, on vit en décembre 1976, Ponomarev demander à la commission des Affaires étrangères du Parlement français que la France change de politique de défense. En juin 1977, Brejnev lui-même, énonça les mêmes exigences auprès de Giscard d'Estaing ; en octobre 1978, Gromyko réaffirmera, à Paris, les mêmes prétentions.

En Europe du Nord, en décembre 1977, Kossyguine s'en prenait violemment aux chefs des gouvernements de Suède, du Danemark et de Norvège en exigeant d'eux qu'ils réduisent les mesures de défense prises par eux ; en mars 78, les Soviétiques déployaient ostensiblement les sous-marins dans la Baltique, pour impressionner ces pays.

Influence américaine
et volonté d'indépendance de l'Europe

Les Etats-Unis n'ont pas vu aboutir leurs espoirs d'une réduction des ambitions soviétiques, du fait de la conférence d'Helsinki. La reconnaissance d'une «unité organique» entre l'URSS et les pays d'Europe de l'Est par la doctrine Sonnenfeldt, nom du conseiller de Kissinger, n'a pas eu de contrepartie. L'extension des relations économiques Est-Ouest n'a que peu entamé la cohésion du CAEM (Marché commun de l'Europe de l'Est), imposée par l'URSS, et renforcée par la mise en œuvre accélérée du plan d'intégration. Par contre, elles ont donné à l'URSS de nouveaux moyens de renforcer son potentiel économique, support essentiel de son effort continu d'armement, et lui ont donné de nouveaux moyens de pénétration à l'Ouest. En janvier 1978 Carter effectuait un voyage en Pologne où il encourageait ostensiblement les tendances centrifuges et opposées à l'URSS. Gierek était alors appelé en consultation à Moscou pour y faire amende honorable.

Les Etats-Unis s'ingèrent dans

les affaires intérieures des pays européens. En 1976, Kissinger fait savoir qu'il ne resterait pas indifférent au cas où, dans un pays européen, un parti révisionniste accéderait au pouvoir. Malgré les ouvertures de l'administration américaine face à l'euro-communisme, l'ambassadeur américain en Italie brandit la menace de représailles si le PCI venait à participer directement au gouvernement. Quant à la France, rappelons que Carter avait en janvier 78 soutenu sans vergogne à la fois la politique du PS vis-à-vis du PCF et les tentatives giscardiennes de réunir les conditions d'une coalition centre-gauche.

Si les USA peuvent se permettre d'intervenir de telle manière, c'est que, notamment, la pression militaire croissante de l'URSS sur l'Europe leur en donne les moyens. Ils profitent de leur suprématie militaire et du fait que les pays d'Europe occidentale sont obligés aujourd'hui de compter sur la puissance américaine pour leur défense.

Mais il leur faut bien tenir

compte de la volonté des pays européens de mener une politique qui aille dans le sens de leurs intérêts propres. C'est ce qui explique les nombreuses divergences entre les pays européens et les Etats-Unis concernant de nombreuses questions (relations économiques, attitude à l'égard de l'URSS, politique de défense).

L'aggravation de la rivalité entre les USA et l'URSS, centrée sur l'Europe, a conduit au renforcement de la domination soviétique à l'Est, tandis qu'à l'Ouest elle crée des difficultés aux possibilités qu'a l'Europe, dans le cadre défini par la CEE et le Conseil européen, de s'affirmer comme une force indépendante.

En outre, au lieu d'une «sphère de paix», les ambitions soviétiques et la réaction américaine ont désigné l'Europe comme le point clé de leur rivalité, et un champ de bataille potentiel dans une guerre dont les pays européens ne peuvent maîtriser ni le déclenchement, ni le déroulement.

Centrafrique : un « empire en faillite »

L'ARMÉE DE MOBUTU A TIRE AU MORTIER SUR LE PEUPLE

L'intervention sauvage des troupes du Zaïre contre le peuple centrafricain ne résulte pas d'une coopération militaire improvisée entre le dictateur de Bangui et son compère de Kinshasa. Cette intervention entre dans le cadre de la « Force d'intervention africaine », préconisée par Giscard à la conférence franco-africaine de Paris l'année dernière. Il n'a pu la faire cautionner largement par les chefs d'État africains. Mais il a tenté d'en constituer le noyau avec les gouvernements qui lui sont le plus liés, comme Bongo du Gabon, et Bokassa qu'il a rencontrés au cours d'un « voyage privé » en Afrique l'été dernier. Les massacres de Bangui portent donc

l'empreinte de l'impérialisme français qui, en fait de « force centrafricaine », organise le maintien de l'ordre contre les peuples. Mais ce n'est pas cela qui sauvera un régime pourri comme celui de Bokassa. Si le tyran centrafricain n'a pu tenir tête à une manifestation populaire de ce type, c'est qu'il a désarmé en grande partie son armée, par peur d'un coup d'État militaire. C'est pourquoi il a fait appel à l'armée de Mobutu qui, incapable de défendre seul le Shaba l'année dernière, a au moins été capable de tirer au mortier sur une manifestation de jeunes et de travailleurs !

J.P. C.

Les manifestations d'étudiants, lycéens, collégiens et écoliers de Bangui auxquelles s'est joint la population de la capitale, ont eu une ampleur bien plus grande que ne le laissait entrevoir les quelques rares informations qui filtraient de l'empire de Bokassa.

En effet, dans la journée de vendredi, les principales routes menant à Bangui, et particulièrement la route de l'aéroport et celle de la « cour impériale de Berengo » ont été barrées par les manifestants qui filtraient les passants et arrêtaient systématiquement les voitures officielles (administration, police, armée) qui étaient fouillées et détruites. L'armée a dû regrouper les cars urbains de la CNTR (compagnie nationale des transports routiers) qui sont gardés par les soldats. Lorsque les manifestants ont voulu descendre au Centre-ville, ils se sont heurtés à l'armée, qui a tiré dans la foule, faisant plusieurs morts. C'est alors que les manifestants ont riposté en attaquant les magasins français et libanais, ainsi que des usines. Les banques — pour la plupart des succursales de banques françaises — ont dû être protégées par les cordons de soldats.



Cette information vise à camoufler les massacres perpétrés de sang-froid par Bokassa et son complice Mobutu.

C'est la décision gouvernementale concernant le port obligatoire de l'uniforme par les étudiants, lycéens et écoliers, qui a déclenché l'explosion du vendredi 19 janvier. Cette décision devait entrer en vigueur à la rentrée de 1977, mais le mécontentement des parents, perceptible à la veille du couronnement du 4 décembre 1977, a obligé Bokassa à ajourner la mesure. Au début de cette année, un inspecteur de police a été dépêché au lycée de Boga pour expliquer le bien-fondé de la mesure. Il fut bastonné par les lycéens. Bokassa explique que l'uniforme a pour but de distinguer les étudiants, lycéens et écoliers des autres jeunes, qui seraient des « voyous ». La jeunesse scolarisée constitue une minorité ; faut-il donc comprendre que la majorité des jeunes Centrafricains sont des voyous ?

En réalité, l'obligation de porter l'uniforme fait partie d'une série de mesures scélérates qui visent à accentuer la sélection sociale et à pressurer les parents : assurance obligatoire, suppression de la gratuité des fournitures scolaires, fermeture de nombreux internats. L'uniforme devait du reste être fourni par une usine où Bokassa a des intérêts. Quant aux étudiants de « l'université

Jean Bedel Bokassa », leurs bourses n'ont pas été payées depuis la rentrée.

Le mécontentement est général au sein de la population. La situation économique est en effet catastrophique, du fait du pillage impérialiste et des dépenses somptueuses de la « cour impériale » auxquelles est consacré l'essentiel du budget centrafricain. L'État centrafricain est en situation de banqueroute surtout depuis le couronnement du 4 décembre 1977, qui a englouti des milliards. Pour tenter de renflouer les caisses de l'État, le ministère des Finances envoie des brigades d'intervention dans tous les quartiers pour obliger les habitants à payer les impôts les plus divers et les plus arbitraires, accentuant par là le mécontentement populaire.

Le principal sujet de mécontentement demeure le non-paiement des salaires qui, dans certains secteurs de la fonction publique (enseignants, infirmiers) atteint jusqu'à six mois de retard. Pour tous les fonctionnaires, y compris les policiers, le salaire de dé-

cembre n'est toujours pas payé. De nombreux fonctionnaires refusent de se rendre à leur travail tant qu'ils ne seront pas payés. Ainsi en est-il des infirmiers qui étaient en grève générale en décembre 1978. Pendant ce temps, le coût de la vie grimpe à une allure vertigineuse. Ainsi, le sac de manioc — aliment de base en Centrafrique — coûte désormais 1 500 CFA à Bangui alors qu'il y a seulement trois ans il coûtait 600 CFA.

L'explosion actuelle n'est donc que la conséquence prévisible d'une situation économique et sociale catastrophique. Si les masses centrafricaines sont descendues dans la rue en sachant que les balles de Bokassa les attendaient, c'est qu'il n'y avait pas d'autre issue pour elles. Les massacres du 20 janvier peuvent arrêter momentanément les manifestations. Mais elles ne mettront pas fin à la violence de lutte du peuple centrafricain.

Mansour DIOP

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

KAMPUCHÉA

TEMOIGNAGES SUR LA POURSUITE DES COMBATS

A Pékin, l'eng Sary ministre des Affaires étrangères du Kampuchéa démocratique a reçu samedi des diplomates de plusieurs pays occidentaux et leur a déclaré que la lutte, dirigée sur place par les membres du gouvernement, continuait au Kampuchéa démocratique. Il a ajouté que le problème principal était celui de l'approvisionnement.

Selon certaines informations, le président Khieu Samphan dirigerait lui-même le maquis dans la région de Siem Reap, près d'Angkor. Les observateurs s'accordent pour estimer que les différents groupes de guérilla qui combattent dans tout le pays ne sont pas forcément coordonnés et n'arrivent pas à communiquer, mais qu'ils agissent suivant un plan d'ensemble prévu avant l'invasion depuis plusieurs mois.

Deux journalistes thaïlandais ont pu observer les combats qui se déroulent dans le Golfe du Siam, sur la côte et dans les îles. Ils

ont pu voir que les canonniers qui bombardent les positions kampuchéennes sont des bâtiments vietnamiens battant pavillon du régime fantoche et pourvus d'armes et de munitions soviétiques.

A Galaw, près de la frontière thaïlandaise, un journaliste de UPI qui avait pu pénétrer dans le territoire kampuchéan a pu rencontrer un contingent de 400 soldats du Kampuchéa démocratique avec leur officier ; entourés de 2 000 paysans, ils commencent à creuser des tranchées en vue d'une résistance de longue durée.

A New York, le Prince Sihanouk a déclaré qu'il avait refusé de devenir président du régime fantoche pro-vietnamien, comme l'offre lui en a été faite, semble-t-il pour tenter de le « récupérer ». Après le Japon et plusieurs autres pays, la Suède vient de menacer le Vietnam de retirer l'aide qu'elle lui accorde s'il ne retire pas ses troupes du Kampuchéa.

IRAN

MULTIPLES RENCONTRES ET DECLARATIONS AVANT LE RETOUR DE KHOMEINY

Avant son retour à Téhéran, l'Ayatollah Khomeiny a marqué de nouveaux points pour s'imposer face au gouvernement Bakhtiar. En effet, lundi soir, le président du conseil de régence, mis en place par le Shah à son départ, a confirmé sa démission. Mieux, il a apporté au chef religieux, comme celui-ci l'exigeait, une lettre reconnaissant l'illégalité du régime du Shah. Se félicitant de ce nouveau recul, l'entourage de l'Ayatollah considérait que cela marquait la fin définitive de la monarchie.

Cette appréciation fait bon marché de la position des dirigeants de l'armée qui sont moins intéressés par les problèmes de légitimité politique que par le sort que pourrait leur réserver une République islamique, alors qu'ils se sont rendus coupables de nombreux crimes contre le peuple iranien. Cependant, le chef d'état-major de l'armée a déclaré au cours d'une conférence de presse « qu'il n'y aurait pas de

coup d'État militaire », mais que l'armée entendait « maintenir l'ordre » vendredi.

L'ayatollah Shariatmadari, considéré comme plus modéré que Khomeiny, a déclaré à la presse américaine que, bien que favorable à une république islamique, il souhaitait une formule de compromis : « J'ai peur que le pays soit plongé dans la violence. Je voudrais l'arrêter. Je voudrais tout essayer pour arrêter la violence ». Il ne semble pas favorable au renversement de Bakhtiar et a affirmé : « Il nous faut un gouvernement fondé sur des lois ».

Ramsey Clark, ancien ministre américain, a rencontré l'Ayatollah Khomeiny à Neauphle-le-Château lundi. Il s'est déclaré très favorablement impressionné et a affirmé son estime pour le mouvement islamique. Bien que non investi d'une mission officielle, il a dit qu'il ferait un rapport à Carter si celui-ci le lui demandait.

LES CHEQUES DE GISCARD

La banqueroute de l'« empire » de Bokassa est telle que récemment Giscard, en safari dans le Nord-Est du pays, a rencontré des fonctionnaires qui se sont plaint à lui de ne pas avoir été payés depuis des mois : il les a payés de sa poche ! Quant à Bokassa, il continue à acheter châteaux et propriétés en France...

Samedi matin, une compagnie de l'armée zairoise a été dépêchée par Mobutu au secours de son « frère » Bokassa. Elle a tiré au mortier sur les manifestants, faisant plusieurs dizaines de morts et des centaines de blessés. Contrairement à ce qu'a déclaré Bokassa à la radio de Bangui, aucun diplomate n'avait été blessé ou tué.

● Depuis quelques temps, la Guadeloupe est à «l'honneur». Plusieurs «personnalités» françaises défilent dans notre pays. En septembre-octobre 1978 sont passés Paul Dijoud (secrétaire d'Etat aux DOM), Jean-Pierre Soisson (ministre de la Jeunesse et des Sports); puis plus récemment :

— Novembre 1978 : Jacques Chirac, président du RPR se rend en Guadeloupe ;

— Décembre 1978 : Arrivée en Guadeloupe de la «grande course internationale de navigateur solitaire», baptisée «la Route du rhum» III !

— Tenue d'un colloque économique sur «le développement des DOM» ;

— Grande opération publicitaire sur la baisse des tarifs Air-France sur les Antilles ;

5 et 6 janvier 1979 : Valéry Giscard d'Estaing, chef de l'Etat français, reçoit ses amis Carter (président des USA), Callaghan (Premier ministre de la Grande-Bretagne) et Schmidt, chancelier de la RFA.

Mais pourquoi se précipitent-ils ainsi en Guadeloupe ? Pourquoi tout ce tapage publicitaire ?

Depuis plus de trois siècles, la Guadeloupe est une colonie de la France. La loi du 19 mars 1946 qui a changé le statut juridique de la Guadeloupe, de colonie à département français, ne peut cacher la réalité coloniale qui prévaut en Guadeloupe. La loi du 19 mars 1946 n'a pas porté la liberté au peuple guadeloupéen.

L'économie de notre pays est totalement dépendante de celle de l'impérialisme français. Autrefois, la Guadeloupe ne devait produire que ce que la France ne pouvait produire : canne, banane, coton, café, cacao, vanille.

CHOMAGE ET EMIGRATION

Mais depuis plusieurs années, pouvant se procurer ces produits agricoles à meilleur marché en Afrique, l'Etat français les a liquidés en Guadeloupe.

Aujourd'hui il a entrepris de liquider la seule production qui subsiste, celle de la canne à sucre.

Le colonialisme français a ainsi jeté notre peuple dans une misère effroyable.

A tous les Guadeloupéens sans perspectives, jetés au chômage, le colonialisme impose la solution de l'émigration en France. Le gouvernement français cherche à faire croire aux travailleurs que la Guadeloupe n'est d'aucun intérêt pour la France, qu'elle est au contraire un poids pour l'économie française ; que les Guadeloupéens vivent grâce aux impôts que paient la classe ouvrière et tous les travailleurs français. **Mais cela est totalement faux !**

LA DOMINATION COLONIALE

En réalité, la Guadeloupe est d'un grand intérêt économique et stratégique pour la France. Avec toutes les difficultés économiques que connaît aujourd'hui la France capitaliste, il est certain que Giscard et sa bourgeoisie ne conserveraient pas la Guadeloupe pour de simples buts humanitaires, il ne réprimerait pas ceux qui revendiquent l'indépendance du pays ; Giscard n'est pas philanthrope à ce point.

La Guadeloupe est pour la France une plaque tournante en direction des Caraïbes et de l'Amérique Latine pour son commerce extérieur, son action culturelle, sa diplomatie. Présent le 2 janvier 1978 à la Guadeloupe, Jacques Barrot, ministre français du Commerce et de l'Artisanat déclara : *«Je crois à la position que vous occupez dans les Caraïbes et face à l'Amérique. Dans les 20 ans qui viennent, l'Amérique du Sud va prendre un développement considérable. De ce fait, je sens que vous êtes infiniment plus présents dans la conscience métropolitaine.»*

La Guadeloupe est également pour la France une base militaire, où elle concentre d'importantes troupes.

Notre pays est aussi pour la France et le Marché commun un déversoir pour leurs multiples produits vendus à des prix excessivement élevés. **La Guadeloupe est donc un pays totalement dominé par l'Etat français.**

LA MONTEE DES LUTTES

Face à cette situation de domination, le peuple guadeloupéen a compris qu'il

ne lui restait qu'une chose à faire, c'est de s'engager dans la lutte pour l'indépendance nationale. Il l'a fait hardiment ; et depuis 8 ans, chaque année, la Guadeloupe est secouée par des mouvements de masse répétés, toujours plus puissants, menés par les vaillants syndicats U.G.T.G. (Union générale des Travailleurs de Guadeloupe), U.P.G. (Union des Paysans pauvres de Guadeloupe), S.G.E.G. (Syndicat général de l'éducation en Guadeloupe), soutenus par une fraction importante du peuple, particulièrement les jeunes chrétiens du M.R.J.C. (Mouvement rural de la Jeunesse chrétienne) et de la J.O.C. (Jeunesse ouvrière chrétienne).

Devant cette montée des luttes, le colonialisme français a multiplié les manœuvres, alternant la démagogie et la répression ; président de la République et ministres se sont succédés en Guadeloupe, des promesses à la bouche ; Giscard a lancé la fameuse formule de «départementalisation économique» ; il a reconnu qu'il existait en Guadeloupe «des séquelles du passé colonial, des privilèges que rien ne justifie». La valse des préfets s'est accélérée : Brunon rappelé après les grandes grèves de 1971-72-73 ; Le Cornec après la vigoureuse protestation populaire de 1975 ; Aurousseau remplacé dans le contexte de lutte contre l'implantation en Guadeloupe de la Compagnie fruitière et pour le maintien de la culture de la canne à sucre ; bientôt, l'actuel préfet Maillard sera certainement chassé à son tour.

«AIDES» ET REPRESSION

Pour mieux maintenir notre peuple sous sa domi-

Des «personnalités» françaises défilent en Guadeloupe

LA GUADELOUPE APPARTIENT AU PEUPLE GUADELOUPEEN ET A PERSONNE D'AUTRE

Communiqué du Comité exécutif de l'Association Générale des Etudiants Guadeloupéens



nation, le colonialisme français a accentué sa politique d'assistance, octroyant des «aides» et subventions de toutes sortes (allocations femmes seules, allocations parents isolés, etc.). Il veut faire croire à notre peuple qu'il ne peut vivre sans la France, qu'il doit par conséquent rester sourd aux appels du camp patriotique guadeloupéen l'appelant à se mobiliser, à se préparer à la lutte pour libérer le pays.

Durant ces 8 dernières années, l'impérialisme français a utilisé la répression comme forme d'intimidation ; il n'a pas osé opérer un massacre semblable à celui de 1967 ; disons aussi que les organisations patriotiques ont su plusieurs fois prévenir un tel massacre, et agir en conséquence.

Mais toutes ces manœuvres ont échoué. Le peuple guadeloupéen est aujourd'hui bel et bien debout, la tête haute, et s'appête à livrer des batailles toujours plus dures. Sa conscience révolutionnaire grandit.

INTIMIDATION

Le colonialisme français est pleinement conscient de l'avancée de la lutte du peuple guadeloupéen. Le développement du mouvement patriotique a posé comme tâche fondamentale pour lui aujourd'hui la liquidation de ce dernier. Largement battu aux dernières élections législatives, secoué par des contradictions internes, miné par des querelles de personnes plus arrivistes les unes que les autres, le PCG (1) n'est plus pour l'impérialisme un «oppo-

sant» de taille ; bien au contraire : il persévère dans sa pratique favorite de délation policière, aidant la réaction coloniale dans la répression.

Le 20 septembre 1978, le colonialisme français a tenté une nouvelle manœuvre d'intimidation, un nouveau test, en procédant à l'arrestation arbitraire de trois dirigeants syndicalistes de l'UPG, l'UGTG et du SGE. Le formidable mouvement de protestation populaire qui s'en suivit l'obligea à libérer ces camarades après six jours d'incarcération.

A la lumière de tout cela, il est clair pour nous que le colonialisme français s'appête à frapper un grand coup. Il commence donc à préparer l'opinion guadeloupéenne et surtout internationale. Il tente de faire croire à notre peuple que la France est soucieuse du développement économique du pays et du bonheur des Guadeloupéens : *«Voyez dit, comme on s'intéresse à notre petite Guadeloupe ; vous verrez, les investisseurs viendront, le tourisme continuera à se développer, il y aura du travail pour tous, etc.»*

LA GUADELOUPE N'EST PAS TERRE FRANCAISE

En organisant la réunion du 6 janvier avec ses comparses anglais, américains et britanniques dans notre pays, l'impérialisme français cherche à montrer que la Guadeloupe est bien terre française (comme l'était hier l'Algérie !), que les Guadeloupéens se sentent tous Français, et que ceux qui chez nous reven-

diquent l'indépendance de notre pays et se battent pour la conquérir sont une infime minorité, des «fauteurs de troubles», des «irresponsables».

Voilà donc pourquoi Giscard d'Estaing a choisi la Guadeloupe pour discuter de ses projets impérialistes avec Carter, Schmidt et Callaghan. C'est en outre une provocation, une atteinte à notre dignité. Giscard et Callaghan se permirent même de plaisanter de la façon suivante : *«Nous avons pris cette île à nos amis anglais, déclare Giscard. Nous vous la reprendrons, lui lance Callaghan.»*

La Guadeloupe appartient au peuple guadeloupéen et à personne d'autre.

Nous, étudiants guadeloupéens, tenons à informer l'opinion française et internationale, que la Guadeloupe n'est pas terre française ; qu'en Guadeloupe, il y a un peuple qui se bat pour conquérir sa liberté. Nous condamnons les déclarations mensongères tendant à faire croire que notre peuple est heureux «dans l'ensemble français».

Ne vous laissez pas tromper par la propagande du colonialisme français sur la Guadeloupe !

Soutenez la lutte du peuple guadeloupéen pour son indépendance nationale !

Le Comité exécutif de l'Association Générale des Etudiants Guadeloupéens. Secrétariat aux relations extérieures.

(1) PCG : parti révisionniste.



LIBAN

LES COMBATS AU SUD SE POURSUIVENT

● Les milices fascistes de Haddad et de Chidiac, stationnées au Sud-Liban et soutenues par Israël, ont bombardé la ville de Nabatieh ainsi que d'autres villes et villages au Sud, sous prétexte de la présence palestinienne au Sud, ainsi que celle des casques bleus, accusés d'être favorables à la Résistance. Les forces de la résistance ont riposté et les

combats se poursuivent entre d'une part les forces palestiniennes et libanaises patriotes et d'autre part, les sionistes et les filiales fascistes. Les colonies frontalières sionistes ont été évacuées par peur des actions armées palestiniennes. Ces combats interviennent juste après la prolongation de 5 mois du mandat des Casques bleus (FINUL).



Un village du Sud-Liban après les bombardements sionistes.

Quelques jours avant, les sionistes agressaient le Sud-Liban au moment où l'ONU discutait le rapport présenté par la FINUL au terme de sa mission fixée au 19 janvier. Ce rapport fait état des difficultés de la FINUL d'accomplir sa mission au Sud du fait de l'attitude des sionistes et de leurs agents fascistes libanais. Et Waldheim (le secrétaire général de l'ONU) a expliqué pourquoi la FINUL n'a pas pu prendre effectivement position contre les agents fascistes. Il a dit que l'État libanais lui-même a peur de prendre position, ne voulant pas exclure ces anciens officiers de l'armée officielle libanaise. Il avait reçu une déclaration verbale des responsables libanais sur l'illégalité de cette «armée» du Sud, et lorsqu'il a fait une déclaration officielle remettant en cause sa présence, des voix officielles et non-officielles libanaises se sont élevées contre lui. Cela met directement en cause le gouvernement libanais et surtout Sarkis et son ministre de la Défense, qui hésitent à proclamer l'illégalité de «l'armée» des traîtres Haddad et Chidiac. Malgré les recommandations du Sommet arabe de Beit Din qui demande à exclure ces officiers de l'armée, le ministre de la Défense, proche du Front Maronite de Gemayel et Chamoun, a prononcé des jugements contre les soldats et officiers patriotes de l'armée du Liban arabe et n'a rien dit sur les of-

ficiers traîtres.

Les difficultés de la FINUL pour faire appliquer les décisions de l'ONU (retrait des sionistes et souveraineté du Liban) tiennent à l'État libanais lui-même. Au terme de la réunion du Conseil de Sé-

curité sur la FINUL, il a été décidé de prolonger son mandat de 5 mois (la France maintient ses forces) en déclarant que ce sont les sionistes et ses agents qui empêchent l'application des résolutions de l'ONU. Ceci est une grande vic-

toire pour l'OLP qui, dès l'arrivée des Casques bleus au Liban, a su nouer des relations efficaces avec eux, luttant contre eux quand il fallait les empêcher de dépasser leur mission et les soutenant quand il fallait appliquer les résolutions de l'ONU.

Conseil national palestinien : l'unité nationale réalisée

Le Conseil national a adopté le programme politique d'unité nationale qui définit la politique de l'OLP pour s'opposer aux accords de Camp David. Le programme réaffirme «l'attachement aux droits inaliénables du peuple palestinien, à l'autodétermination et à la création sans condition de son État indépendant sur le sol de la Palestine». Il rejette les accords de Camp David et rappelle «son attachement à la Palestine et réitère son refus de toute autre patrie de rechange et rejette tout plan visant à liquider la cause palestinienne».

Dans une interview à *Al Nahar*, journal libanais, Habache, leader du FPLP a déclaré que le Conseil national a constitué «un important succès... face à Camp David et le danger que cela représente pour la cause palestinienne. Nous sommes déterminés à peser de tout notre poids pour la réussite de l'unité nationale palestinienne dans cette étape». Pour la première fois depuis 1973, les organisations du «Refus» se joignent à l'approbation du programme politique de l'OLP. Cela aura pour conséquence d'éloigner les fauteurs de division au sein de l'OLP et de faire taire ceux qui soutiennent ces divisions.

Un membre d'honneur a été salué par le Conseil national palestinien : c'est monseigneur Cappucci, évêque de Palestine, emprisonné par les sionistes plusieurs années et relâché après une campagne internationale en sa faveur. C'est la première fois qu'il assistait à la réunion du Conseil. Un message des prisonniers politiques palestiniens de l'intérieur a salué les travaux du Conseil.

Le Conseil National Palestinien qui se réunissait à Damas au moment de l'agression sioniste s'est penché sur la question et Abou Jihad, membre du commandement des forces armées, s'est directement rendu au Liban pour diriger les combats, suivi de Yasser Arafat. Plusieurs forces politiques libanaises ont condamné l'agression et ont demandé que l'État libanais assume ses responsabilités de défense du territoire, en condamnant les agents des sionistes.

A la télévision israélienne, le traître Haddad déclarait peu après l'agression que les forces de la FINUL, notamment les forces nigériennes, sont au Liban pour combattre leurs troupes et qu'il s'y opposera ajoutant : «Nous avons combattu ici depuis trois ans et nous poursuivrons jusqu'à la victoire contre les ennemis du Liban... Que l'armée libanaise aille dans les autres régions du Liban si elle veut étendre sa souveraineté... Moi, je protège la région avec le soutien de mon ami principal Israël».

Yomna El KHALIL

● Sahara : importante victoire du F. Polisario

D'après un communiqué publié dimanche, le Front Polisario a infligé de lourdes pertes aux forces d'occupation marocaines au cours de combats qui se sont déroulés les 16 et 17 janvier à quelques dizaines de kilomètres de la capitale El Aioun. Ils ont intercepté deux colonnes des forces d'Hassan II, faisant plusieurs centaines de tués et de blessés, cinquante et un prisonniers, dont plusieurs officiers. Des dizaines de véhicules militaires ont été récupérés ou détruits.

● L'indépendance de la Réunion à l'ordre du jour de l'OUA

Le Comité de libération de l'Organisation de l'Unité Africaine a décidé d'entendre une délégation de militants en lutte pour l'indépendance de la Réunion. Il s'agit d'une délégation de l'organisation communiste marxiste-léniniste de la Réunion, conduite par son secrétaire général Sinamale, qui a été auparavant entendue par le sous-comité de l'OUA chargé de faire un rapport sur cette question.

● Angola : reprise des contacts avec la Chine

A Luanda, le bureau politique du MPLA réuni samedi a annoncé que le gouvernement angolais rencontrerait une délégation chinoise pour «préparer l'établissement de relations diplomatiques» entre les deux pays. Bien que l'Angola soit toujours occupée par plusieurs dizaines de milliers de Cubains, le gouvernement de Neto a montré à plusieurs reprises sa volonté d'échapper dans une certaine mesure à l'emprise soviétique en normalisant ses relations avec le Zaïre, en établissant des relations avec les pays occidentaux, en refusant d'adhérer au COMECON comme l'ont fait l'Éthiopie et le Vietnam.

● Communiqué

● A propos de l'agression soviéto-vietnamienne contre le Kampuchéa, nous avons reçu une déclaration des communistes marxistes-léninistes du Zaïre dont nous présentons ici des extraits.

Le dimanche 7 janvier 1979, les troupes vietnamiennes entraînent dans Phnom Penh ; les dirigeants vietnamiens consumaient ainsi le forfait que constitue l'agression armée contre un pays voisin, le Kampuchéa démocratique, agression entreprise depuis décembre 1977. Ce faisant, les dirigeants vietnamiens ont violé, de manière délibérée, les principes de non-ingérence et de respect de l'intégrité territoriale, de l'indépendance et de la souveraineté nationales de chaque pays, principes du Mouvement des non-alignés dont le Vietnam se prétend encore membre ; les dirigeants vietnamiens ont aussi démontré leur total alignement sur l'URSS dont ils servent les visées impérialistes dans le Sud-Est asiatique comme Cuba le fait en Afrique.

Les communistes marxistes-léninistes du Zaïre condamnent et dénoncent fermement l'agression vietnamienne contre le Kampuchéa démocratique. Ils dénoncent l'odieux mensonge du soi-disant «soulèvement populaire» dirigé par un prétendu «front de libération», le FUNSK (Front Uni de salut national du Kampuchéa) qui, selon de nombreux témoignages concordants, a été constitué en décembre 1978 à l'instigation et sous la direction des dirigeants vietnamiens qui croyaient pouvoir ainsi camoufler leur agression et abuser l'opinion internationale. (...).

Les communistes marxistes-léninistes du Zaïre sont persuadés que la juste cause du peuple kampuchéan sera soutenue par tous les peuples et pays épris de paix, de justice et de liberté. Cette cause bénéficie d'ores et déjà du soutien de nombreux pays principalement du Tiers Monde, notamment les pays du Tiers Monde membres du Conseil de Sécurité de l'ONU, en tête desquels se trouve la République populaire de Chine, les 5 États membres de l'Association des Nations du Sud-Est asiatique (ASEAN) — Singapour, Malaisie, Indonésie, Thaïlande et Philippines — de pays non-alignés comme la Yougoslavie et la Corée du Nord et de certains pays du second monde comme le Japon.

LES TRAVAILLEURS DE LA SNAV A L'OFFENSIVE

● Intervention probable des CRS ● Blocage de 4 trains

De notre correspondant à Lyon, Michel BERTEL

SNAV, LUNDI 8 HEURES DU MATIN :

La plupart des travailleurs sont arrivés. Tous savent que la journée sera décisive. Au centre des conversations, le vote de 9 heures.

ELLE NE VOULAIT PAS DE VAGUES...

Un tract de l'intersyndicale est diffusé. Nous en citons des extraits : « Notre lutte contre les licenciements a fait un bond en avant. La direction, exaspérée par le caractère offensif de la lutte, voit s'effondrer tous ses beaux projets de licenciements incolores, inodores et sans bavures. Elle ne s'attendait pas à vous voir vous rebeller contre le mépris avec lequel elle manie nos vies. Elle ne voulait pas de vagues, et c'est l'ouragan qu'elle rencontre ».

Les référés ne rendent les jugements que lundi matin à 10 heures ; le tract poursuit : « Le temps gagné sur la décision du juge nous permet de mobiliser les travailleurs des autres entreprises contre une éventuelle invasion de la SNAV par les CRS. Nous avons gagné des batailles, nous n'avons pas encore gagné la grève. C'est la continuation de l'occupa-

tion, l'action à l'extérieur de la SNAV, la mobilisation de tous les travailleurs de la boîte qui veut contraindre la direction à reculer ».

Depuis vendredi, une série d'initiatives ont été prises : d'abord, un recours du tribunal administratif, afin d'annuler la décision de la Direction Départementale du Travail. D'après l'intersyndicale, les 140 licenciements de la SNAV sont d'ordre « structurel » et surtout la procédure d'autorisation des licenciements n'a pas été régulière.

— L'occupation de l'usine s'est renforcée par la mise en place de commissions et un plus grand nombre de travailleurs participent au piquet de grève.

— L'atelier sérigraphie de l'usine occupée a été remis en marche. Des affichettes ont été créées et réalisées, et commencent à recouvrir les murs, les devantures et les arrêts de bus...

— Des collectes ont été faites, notamment mardi soir au grand magasin Carrefour, et celles-ci vont se poursuivre.

Vis-à-vis de la direction, une lettre de l'intersyndicale lui a été envoyée, demandant une entrevue sur la réintégration des licenciés, mais aussi sur les revendications urgentes (35 heures, cinquième se-



Les travailleurs de la SNAV bloquent le boulevard de ceinture (Lyon) le 19 janvier 1979.

maine, etc.). Jusqu'à maintenant, la direction ne s'est manifestée qu'avec l'envoi d'un huissier.

LA DIRECTION JOUE LES INNOCENTS

Peu avant le vote, la direction a réuni les cadres. Des travailleurs et des délégués CGT se sont imposés à cette réunion et cela n'a pas manqué de se faire. Le délégué de la

CGC, véritable avocat de la direction, n'a pas brillé devant les sorties de certains militants CGT. Le directeur industriel, le sieur Dolveck, a joué les innocents, voire les comiques quand il a déclaré avoir démonté le portail, le premier jour de l'occupation pour « éviter les risques d'électrocution ». La réponse au couplet de la CGC sur la liberté du travail a été cinglante. « Et la

liberté d'être chômeur ? » lui a répondu un jeune délégué CGT. Il faut dire que la direction SNAV a tenté de mettre le paquet pour mobiliser ses troupes et faire pencher le vote. Pourtant parmi ces cadres, 14 sont licenciés !

CANTINE DE LA SNAV, 10 HEURES :

10 heures. Après la prise de parole de l'intersyndica-

le, le vote s'est déroulé. Résultat : sur 617 votants, 310 travailleurs ont voté pour la poursuite de la grève et de l'occupation. Certes, l'écart est faible. Mais les votes des chefs et des cadres ont fourni une bonne centaine des votes négatifs.

SE PREPARER A UNE INTERVENTION DES FLICS

De toute manière, la grève est reconduite, et il s'agit de se préparer à une intervention des CRS, possible dans la nuit de mardi à mercredi. Donc mobiliser les sections syndicales pour que des délégations les plus massives possibles de travailleurs de boîtes yonnaises soient présentes aux portes de l'usine quelques heures après les flics. Il est hors de question de laisser l'expulsion des travailleurs de la SNAV occupée sans riposte massive !

A l'issue du vote, comme convenu, dans la série des actions « spectaculaires », une soixantaine de travailleurs sont allés « occuper » la gare de Vénissieux. Le bilan est plus que positif : pendant une heure, quatre trains ont été bloqués notamment le « Milan-Paris » et le « Lyon-Chambéry ».

INTERSYNDICALE DE LONGWY

UNE REUNION POUR RIEN

C'est lundi dans l'après-midi que l'intersyndicale du bassin de Longwy se réunissait. On avait entendu parler de la semaine dernière « d'action de grande ampleur pouvant prendre un caractère violent » de la part d'un représentant de l'intersyndicale. Le communiqué publié en fin d'après-midi est un désaveu de cette proclamation. Pire que cela, c'est une déclaration d'inaction. De plus, tel qu'il est formulé, et même s'il appelle à l'action en termes généraux, on sent très nettement que l'intersyndicale se démarque des actions résolues entreprises à plusieurs reprises par des travailleurs, tels que le saccage des bureaux de Denain par exemple.

En tout cas, aucune proposition concrète n'est faite, si ce n'est cet appel à se ranger derrière l'intersyndicale. Nul doute que ceux qui, dans le bassin de Longwy, seront déçus. Les actions ponctuelles et non-unitaires vont, selon toute vraisemblance, se poursuivre. Mais cela ne saurait suffire. L'intersyndicale porterait la responsabilité



Le dimanche la CFDT avait organisé une fête. Sur les pentes du crassier, un championnat de ski

d'un éventuel retour à la mobilisation.

Pour sa part, la CFDT tenait vers 22 heures lundi une mini-conférence de presse, au cours de laquelle elle dénonçait le caractère « démagogique, falsificateur et trompeur » de l'opé-

ration Messmer. Elle notait qu'aucune précision n'était fournie (et pour cause) sur les soi-disants 20 000 emplois pour la Lorraine. D'autant que, dans la sidérurgie, un emploi supprimé entraîne trois ou quatre avec lui. « Cela pro-

cede, notait la CFDT, d'une volonté délibérée de tromper les gens de Longwy ».

Une prochaine réunion de l'intersyndicale est prévue pour vendredi. Sera-t-elle aussi décevante ?

Communiqué de l'Intersyndicale

« L'intersyndicale interprofessionnelle du bassin de Longwy, Longuyon, Villefranc, réunie le 22 janvier, salue les actions qui ont été entreprises au niveau du bassin par les organisations syndicales qui la composent (CGT, CFDT, FO, CGC, FEN). L'intersyndicale, pour sa part, poursuivra avec les organisations syndicales, les travailleurs et toute la population du bassin, l'action tenace pour la levée des mesures annoncées et l'ouverture rapide des négociations tripartites. A cet objectif, l'intersyndicale a étudié un certain nombre de modalités d'action responsables. Elle tient à préciser que les déclarations publiques faites par M. Boulin en mettant en cause la responsabilité des organisations, sont le fait d'une volonté délibérée d'entretenir la psychose et la violence et de provoquer un climat d'insécurité propre à engendrer des actions irréfléchies et atta-

quer l'unité qui est celle de la population autour des organisations syndicales.

L'intersyndicale tient à préciser que, s'il y a violence, elle est le fait de ceux qui, patronat et gouvernement, décident des milliers de licenciements, de la destruction de l'outil de travail et réduisent à la misère des milliers de familles.

L'intersyndicale dénonce aussi les pressions, chantages, exercés par le ministre des Finances qui, prenant prétexte de l'occupation par les travailleurs de l'Hôtel des impôts, interdit au personnel de procéder au paiement des pensions et traitement des employés municipaux du bassin.

L'intersyndicale réaffirme fortement son unité et sa détermination avec les travailleurs et la population du bassin à poursuivre sous toutes ses formes responsables, l'action qui seule peut assurer la vie du bassin de Longwy avec le maintien de la sidérurgie.